

A11F34  
E88  
1994/95  
QL  
P. gouv.

## Études des crédits 1994-1995

Demande de renseignements généraux de  
l'Opposition officielle adressée à tous  
les ministères et organismes gouvernementaux

**SECRÉTARIAT À LA FAMILLE**

Études des crédits 1994-1995

Demande de renseignements généraux de

l'Opposition officielle adressée à tous

les ministères et organismes gouvernementaux

**SECRÉTARIAT À LA FAMILLE**



## ÉTUDE DES CRÉDITS 1994-1995

### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ADRESSÉE À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

NOTE: Cette demande de "renseignements généraux" s'adresse à tous les ministères et autres organismes tels les offices, régies, sociétés, conseils, secrétariats, commissions:

- a) les questions 1 à 15 s'adressent aux ministères et aux organismes.
- b) les questions 16 à 21 s'adressent aux ministères seulement.

- 1- Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire. Annexe 1
- 2- Liste des publications régulières du ministère ou de l'organisme. Annexe 2
  - tirage;
  - coût;
  - distribution;
  - imprimeur;
  - copie du dernier numéro.
- 3- Liste des voyages hors-Québec depuis le 1<sup>er</sup> avril 1993. Annexe 3
  - endroit et date du voyage;
  - but du voyage;
  - coût;
  - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
  - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.
- 4- Liste des dépenses en publicité. Annexe 4
  - les sommes dépensées pour l'exercice financier 1993-1994 et les prévisions pour 1994-1995;
  - ventilation des dépenses par type de média.
- 5- Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1993-1994 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent. Annexe 5
  - liste et coût;
  - copie du questionnaire et du résultat.

- 6- Liste des contrats de moins de 25 000\$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1<sup>er</sup> avril 1993 au 31 mars 1994 en indiquant: Annexe 6
- le nom du professionnel(le) ou de la firme;
  - l'objet;
  - le coût.
- 7- Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1<sup>er</sup> <sup>avril</sup> ~~mars~~ 1993 ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat. Annexe 7
- 8- Le montant, pour l'année 1993-94, de chacune des dépenses suivantes: Annexe 8
- la photocopie;
  - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
  - le remboursement des frais de transport;
  - le remboursement des frais d'hébergement;
  - le remboursement des frais de repas;
  - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement: a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.
- 9- Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1993-94 par l'employeur, sont membres de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations? Annexe 9
- Quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs (en indiquant le nom des clubs)?
- 10- Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour 1993-1994. Annexe 10

- 11- À chacun des mois des deux derniers exercices budgétaires (~~1992-1993~~ et 1993-1994) pour chaque ministère et organisme: Annexe 11
- a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel
  - b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).
  - c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel
- 12- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1989-1990: Annexe 12
- a) ~~Évolution des effectifs réguliers~~ par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix).
  - b) ~~Évolution du nombre d'employés~~ bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
  - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accompli.
  - d) Nombre de postes par catégorie d'emploi
  - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
- 13- Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1993-94 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles: Annexe 13
- l'emplacement de la location;
  - la superficie du local loué,
  - le coût de location au mètre carré;
  - le coût total de la dite location;
  - la durée du bail.
- 14- La liste des contrats, quelque soit le montant, attribués en 1993-94 à des firmes de communication ou de relations publiques en indiquant: Annexe 14
- le nom de la firme
  - l'objet du contrat;
  - la durée du contrat;
  - le coût du contrat.
- 15- La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1993-94 en indiquant: Annexe 15
- a) la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
  - b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés.
  - c) Pour l'année 1994-95, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

16- a) Liste du personnel du cabinet du ministre et de la suite sous-ministérielle en 1993-1994 en indiquant pour chaque individu: Annexe 16

- la date de l'entrée en fonction;
- la date du départ, s'il y a lieu;
- le titre de la fonction;
- le port d'attache;
- la classification;
- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés.

b) Le montant total des salaires et honoraires versés par le cabinet pour l'exercice 1993-1994.

c) Le nombre total d'employés au cabinet.

17- Liste des contrats donnés en 1993-1994 à même le budget discrétionnaire du cabinet du ministre en indiquant: Annexe 17

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
- le coût;
- l'objet.

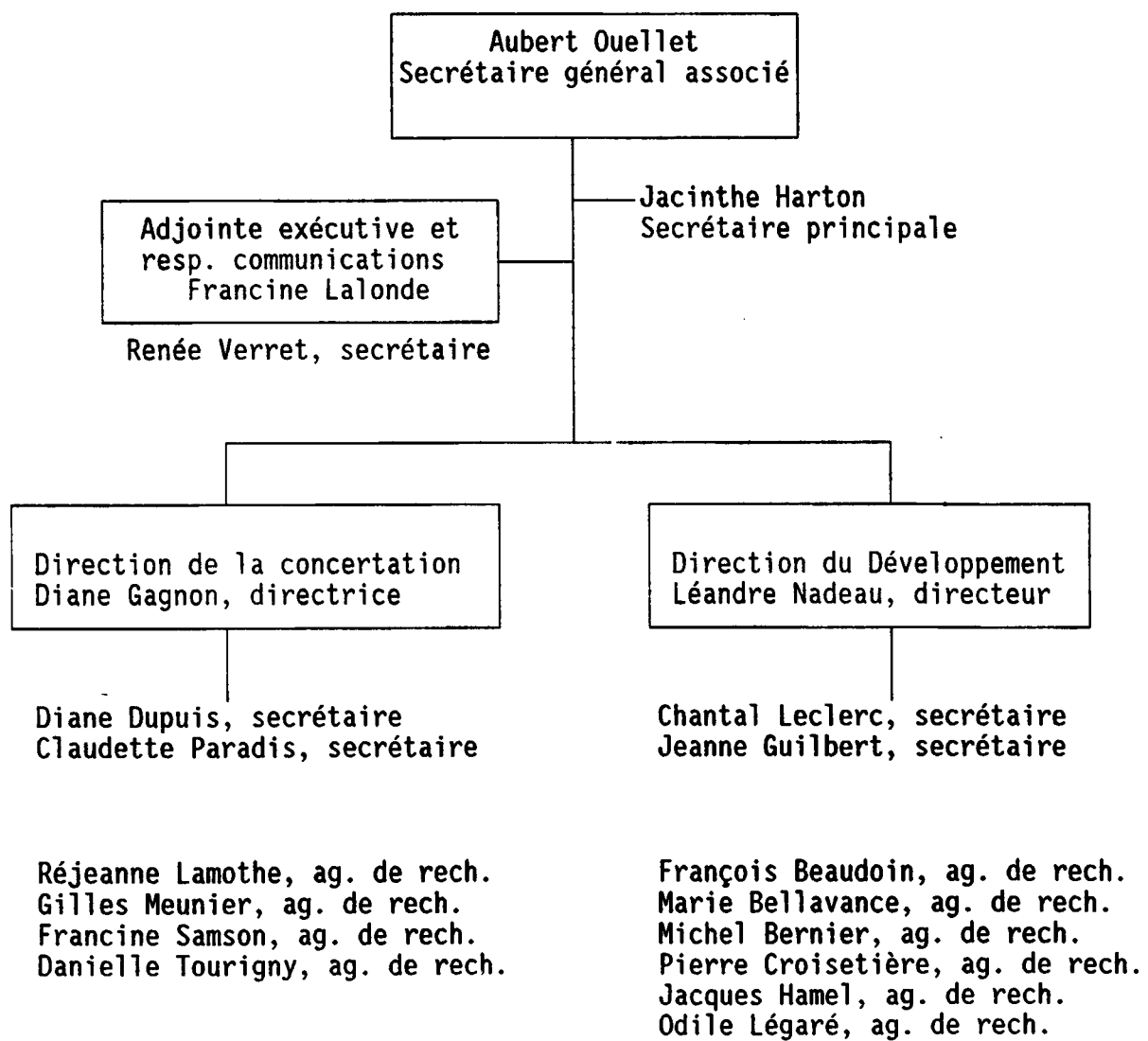
18- Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1993-1994. Annexe 18

19- La ventilation détaillée des transferts obtenus du gouvernement fédéral en 1993-1994 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention. Annexe 19

20- La liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire du ministère pour l'année 1993-1994. Annexe 20

21- Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction. Annexe 21

**ORGANIGRAMME**  
**SECRÉTARIAT A LA FAMILLE**



Le 31 mars 1994

U:\SAF00\COMM\ORGANIGR

2. Liste des publications régulières du Secrétariat à la famille :

Titre : Carnet de famille

Tirage : 8 000

Coût : 1 500 \$ par numéro - publié 4 fois l'an

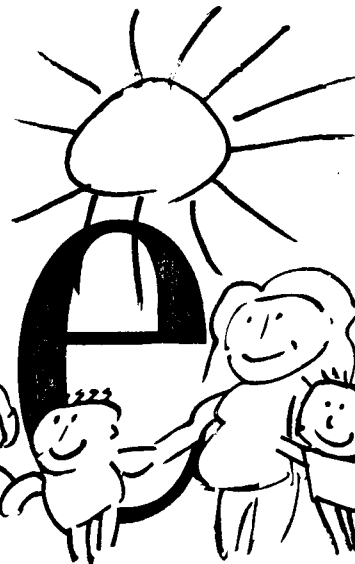
Distribution : gratuite

- institutionnel : secteur public et parapublic, organismes familiaux
- bureaux de comté des députés
- médias
- événements publics : salons, congrès, etc.
- individus

Imprimeur : variable (appel d'offres à chaque occasion)

Note : dernier numéro ci-joint





Gouvernement du Québec  
Ministère du Conseil exécutif  
Secrétariat à la famille

Hiver 1994  
Vol. 2 - N° 2

## L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE : C'EST PARTI !

Motion présentée à l'Assemblée nationale par madame Violette Trépanier le 10 décembre 1993

C'est le 8 décembre 1989, au cours de sa quarante-quatrième session, que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a résolu que l'année 1994 serait déclarée Année internationale de la famille et a recommandé que le thème en soit «Les ressources et les responsabilités de la famille dans un monde en mutation».

L'ONU a identifié trois objectifs majeurs devant animer la réflexion et l'action des États membres :

- favoriser la reconnaissance de la contribution des familles au développement de la collectivité;
- sensibiliser les gouvernements et le secteur privé aux problèmes de la famille; et
- inciter les organismes publics compétents à formuler et mettre en oeuvre des politiques globales apportant les ajustements requis par les diverses situations des familles.

D'emblée, le Québec souscrit à ces objectifs puisque, depuis toujours, la famille constitue chez nous une valeur collective fondamentale. Qui plus est, les familles représentent un des éléments clés de notre avenir collectif; parce qu'elles donnent la vie et qu'elles sont le lieu premier du développement et de l'éducation des enfants, les familles contribuent directement à la formation des citoyens et citoyennes de demain.

Bien sûr, nous savons tous que le portrait des familles québécoises s'est profondément modifié au cours des dernières décennies. Malgré ses multiples transformations, la famille

demeure néanmoins la première dispensatrice du soutien affectif, économique et matériel indispensable aux enfants. Mais son rôle va beaucoup plus loin. Elle préserve et transmet les valeurs culturelles. Elle offre écoute et soutien aux personnes âgées, handicapées ou en difficulté. Elle crée un milieu propice à l'entraide et à l'épanouissement de tous ceux et celles qui la composent. Elle tisse, entre tous ses membres, des liens privilégiés, liens qui auront des conséquences sur toute leur vie.



Madame Violette Trépanier,  
ministre responsable de la Famille

Grâce à la richesse et à la multiplicité de leurs interventions, les familles apportent une contribution inestimable au développement économique, social et culturel du Québec. En retour, il importe qu'elles puissent compter sur le soutien dont elles ont besoin. Toutes les composantes de la société doivent manifester une solidarité sans faille à l'endroit des familles.

Comme il se doit, l'Année internationale de la famille sera marquée de façon toute particulière au Québec. Outre le témoignage de solidarité internationale qu'elle comporte, la célébration de cette année thématique permettra de susciter l'engagement de toutes les forces vives afin de créer une société plus accueillante pour les enfants et leurs parents.

1994  
Année internationale  
de la Famille



## L'Année internationale de la famille : c'est parti ! (suite)

Il est impératif que l'Année internationale de la famille offre aux familles et à leurs représentants, au gouvernement et à ses divers partenaires socio-économiques, l'occasion de faire le point sur l'action entreprise jusqu'ici en faveur des familles, d'identifier les pistes qui doivent orienter les nouvelles actions et de fixer les bases de la concertation nécessaire pour les concrétiser.

C'est avec une volonté très ferme de créer ce lieu de partenariat que le gouvernement, dans son 2<sup>e</sup> plan d'action en matière de politique familiale, a prévu la formation du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille.

Organisme sans but lucratif, le Bureau a comme mission première de coordonner les multiples activités qui marqueront au Québec l'Année internationale de la famille. Les vingt membres qui le composent reflètent la diversité de la société québécoise. Par-delà leurs intérêts parfois divergents, les représentants du patronat et des syndicats, les organismes familiaux, le monde coopératif, les municipalités, les commissions scolaires, les organismes du réseau de la santé et des services sociaux se retrouvent unis par un objectif commun de promotion de la famille et de sa place dans la société.

Sous la coprésidence active et enthousiaste de madame Janine Sutto et de monsieur Jacques L'Heureux, le Bureau québécois a déjà créé des tables régionales qui favoriseront, aux quatre coins du Québec, l'expression des besoins et des aspirations des familles ainsi que l'émergence de solidarités nouvelles.

Qui que nous soyons, quels que soient nos sphères d'activité ou nos champs d'intérêt, nous avons tous et toutes, au cours de 1994, le devoir de réfléchir, de nous engager et de travailler ensemble pour construire une société plus sensible, plus réceptive aux enfants et mieux adaptée aux réalités familiales, une société où tous les membres de la famille pourront se développer et s'épanouir.

Le Bureau québécois de l'Année internationale de la famille a fait connaître son programme d'activités pour les mois qui viennent. J'engage vivement tous les Québécois et les Québécoises à participer pleinement à cet effort collectif.

Je souhaite que les membres de l'Assemblée nationale se joignent à moi pour inviter toutes les personnes et toutes les institutions du Québec à reconnaître la contribution irremplaçable des familles au développement de notre société et à placer les familles au coeur de leurs préoccupations, particulièrement au cours de l'Année internationale de la famille.

## GROUPE DE TRAVAIL PATRONAL-SYNDICAL SUR LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE

Ce groupe de travail est composé de cinq représentants des associations patronales des grands secteurs socio-économiques, d'un nombre équivalent de personnes représentant les associations syndicales, d'un représentant du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille et de deux personnes du Secrétariat à la famille.

Le groupe de travail a comme mandat de recenser les expériences de conciliation travail-famille qui ont réussi, de produire des outils pratiques et utiles à la fois aux employeurs et aux groupes de travailleurs, de développer des stratégies de diffusion et d'identifier d'autres moyens visant la mise en place de conditions permettant aux parents travailleurs d'accomplir leurs rôles au sein de leur famille et dans leur milieu de travail. Enfin, les résultats visés par ces travaux devraient se traduire par des engagements que les partenaires des secteurs public et privé devraient réaliser durant la période de 1995 à 1997.

Le groupe de travail a comme mandat de recenser les expériences de conciliation travail-famille qui ont réussi, de produire des outils pratiques et utiles à la fois aux employeurs et aux groupes de travailleurs, de développer des stratégies de diffusion et d'identifier d'autres moyens visant la mise en place de conditions permettant aux parents travailleurs d'accomplir leurs rôles au sein de leur famille et dans leur milieu de travail. Enfin, les résultats visés par ces travaux devraient se traduire par des engagements que les partenaires des secteurs public et privé devraient réaliser durant la période de 1995 à 1997.

## UN PARTENARIAT BIEN VIVANT

L e partenariat de recherche «Familles et dynamiques intergénérationnelles» a démarré ses activités

en octobre dernier. Réunissant les chercheurs de quatre institutions universitaires et des intervenants des milieux gouvernementaux et communautaires, le groupe doit élaborer dans les prochains mois une programmation de recherche sur la famille, ciblée sur les axes suivants :

- le processus de formation et d'évolution des familles;
- les rapports intergénérationnels.

Au cours de l'automne 1993, une vaste consultation a été menée auprès de plus de 25 ministères et organismes du gouvernement dans le but d'identifier leurs principales préoccupations en matière de recherche sur la famille. Une démarche semblable a été réalisée par les partenaires des universités et des organismes familiaux.

Le partenariat disposera ainsi des matériaux de base pour l'élaboration de sa programmation de recherche.

À l'instigation du Secrétariat à la famille et du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille (BQAIF), un groupe de travail patronal-syndical a été

## **L'Année internationale de la famille : c'est parti ! (suite)**

Il est impératif que l'Année internationale de la famille offre aux familles et à leurs représentants, au gouvernement et à ses divers partenaires socio-économiques, l'occasion de faire le point sur l'action entreprise jusqu'ici en faveur des familles, d'identifier les pistes qui doivent orienter les nouvelles actions et de fixer les bases de la concertation nécessaire pour les concrétiser.

C'est avec une volonté très ferme de créer ce lieu de partenariat que le gouvernement, dans son 2<sup>e</sup> plan d'action en matière de politique familiale, a prévu la formation du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille.

Organisme sans but lucratif, le Bureau a comme mission première de coordonner les multiples activités qui marqueront au Québec l'Année internationale de la famille. Les vingt membres qui le composent reflètent la diversité de la société québécoise. Par-delà leurs intérêts parfois divergents, les représentants du patronat et des syndicats, les organismes familiaux, le monde coopératif, les municipalités, les commissions scolaires, les organismes du réseau de la santé et des services sociaux se retrouvent unis par un objectif commun de promotion de la famille et de sa place dans la société.

Sous la coprésidence active et enthousiaste de madame Janine Sutto et de monsieur Jacques L'Heureux, le Bureau québécois a déjà créé des tables régionales qui favoriseront, aux quatre coins du Québec, l'expression des besoins et des aspirations des familles ainsi que l'émergence de solidarités nouvelles.

Qui que nous soyons, quels que soient nos sphères d'activité ou nos champs d'intérêt, nous avons tous et toutes, au cours de 1994, le devoir de réfléchir, de nous engager et de travailler ensemble pour construire une société plus sensible, plus réceptive aux enfants et mieux adaptée aux réalités familiales, une société où tous les membres de la famille pourront se développer et s'épanouir.

Le Bureau québécois de l'Année internationale de la famille a fait connaître son programme d'activités pour les mois qui viennent. J'engage vivement tous les Québécois et les Québécoises à participer pleinement à cet effort collectif.

Je souhaite que les membres de l'Assemblée nationale se joignent à moi pour inviter toutes les personnes et toutes les institutions du Québec à reconnaître la contribution irremplaçable des familles au développement de notre société et à placer les familles au coeur de leurs préoccupations, particulièrement au cours de l'Année internationale de la famille.

## **GROUPE DE TRAVAIL PATRONAL-SYNDICAL SUR LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE**

mis sur pied, à l'automne dernier, dans le cadre de la préparation du 3<sup>e</sup> plan d'action en matière familiale.

Ce groupe de travail est composé de cinq représentants des associations patronales des grands secteurs socio-économiques, d'un nombre équivalent de personnes représentant les associations syndicales, d'un représentant du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille et de deux personnes du Secrétariat à la famille.

Le groupe de travail a comme mandat de recenser les expériences de conciliation travail-famille qui ont réussi, de produire des outils pratiques et utiles à la fois aux employeurs et aux groupes de travailleurs, de développer des stratégies de diffusion et d'identifier d'autres moyens visant la mise en place de conditions permettant aux parents travailleurs d'accomplir leurs rôles au sein de leur famille et dans leur milieu de travail. Enfin, les résultats visés par ces travaux devraient se traduire par des engagements que les partenaires des secteurs public et privé devraient réaliser durant la période de 1995 à 1997.

## **UN PARTENARIAT BIEN VIVANT**

**L**e partenariat de recherche «Familles et dynamiques intergénérationnelles» a démarré ses activités

en octobre dernier. Réunissant les chercheurs de quatre institutions universitaires et des intervenants des milieux gouvernementaux et communautaires, le groupe doit élaborer dans les prochains mois une programmation de recherche sur la famille, ciblée sur les axes suivants :

- le processus de formation et d'évolution des familles;
- les rapports intergénérationnels.

Au cours de l'automne 1993, une vaste consultation a été menée auprès de plus de 25 ministères et organismes du gouvernement dans le but d'identifier leurs principales préoccupations en matière de recherche sur la famille. Une démarche semblable a été réalisée par les partenaires des universités et des organismes familiaux.

Le partenariat disposera ainsi des matériaux de base pour l'élaboration de sa programmation de recherche.

## LE NOUVEAU CODE CIVIL ET LA FAMILLE

Adopté en décembre 1991, le nouveau Code civil du Québec est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Il est composé de 10 livres et comprend plus de 3 000 articles. Le Livre deuxième, **De la famille**, contient les dispositions relatives au mariage, à sa célébration et à ses effets ainsi qu'aux régimes matrimoniaux. Ce livre traite également du lien de filiation par le sang, notamment la filiation découlant de la procréation médicalement assistée, de l'adoption, de l'obligation alimentaire et de l'autorité parentale.

Certaines dispositions du nouveau Code civil relatives à la famille méritent une attention particulière.

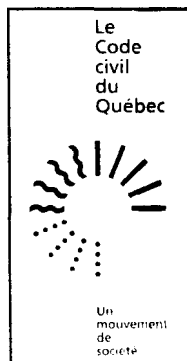
### La célébration du mariage

En ce qui concerne les formalités reliées au mariage, les prêtres, pasteurs, rabbins ou ministres du culte résidant au Québec et qui y exercent leur ministère, peuvent célébrer des mariages religieux mais sous réserve d'avoir reçu l'autorisation de leur communauté religieuse et celle du ministre de la Justice.

Dans le cas d'un mariage civil célébré au palais de justice, les célébrants sont les greffiers ou les greffiers adjoints de la cour supérieure autorisés par le ministre de la Justice.

### L'adoption de l'enfant du conjoint de fait

Les conjoints de fait n'avaient pas le droit auparavant d'adopter l'enfant de leur partenaire. Le nouveau Code civil permet



au père ou à la mère de signer un consentement spécial en faveur du conjoint de fait. Pour ce faire, le couple doit satisfaire à des conditions : il doit être en ménage depuis au moins trois ans et, évidemment, les deux parents biologiques de l'enfant doivent être consentants à son adoption.

Quant à l'enfant visé par l'adoption, certaines règles relatives à son consentement s'appliquent selon son âge. Ainsi, si l'enfant a moins de 10 ans, il n'est pas nécessaire d'obtenir son consentement pour procéder à l'adoption, mais le tribunal pourrait néanmoins choisir de l'entendre. Si l'enfant a entre 10 et 14 ans, il doit normalement consentir à son adoption, mais le tribunal a la discrétion de tenir compte ou non de son point de vue. Par contre, s'il a 14 ans ou plus, son consentement est indispensable car il ne peut être question de procéder à son adoption contre sa volonté.

### La procréation médicalement assistée

Il s'agit d'une nouvelle section du Code civil. Un grand principe prévaut en cette matière : le donneur de spermatozoïdes ne peut revendiquer la paternité de l'enfant que son don a permis de concevoir. En effet, à cet égard, le nouveau Code civil du Québec est clair : il établit l'impossibilité de fonder un lien de filiation entre le donneur et l'enfant issu de cette procréation.

Rappelons, entre autres, que les conventions de procréation ou de gestation pour le compte d'autrui (mères porteuses) sont nulles. Ce qui veut dire qu'en pratique, un tribunal ne pourra pas forcer l'exécution d'un tel type de contrat.

## SYMPOSIUM DE RECHERCHE SUR LA FAMILLE

C'est à Trois-Rivières que se déroulait, du 2 au 5 novembre dernier, le second Symposium de recherche sur la famille. Rassemblées au-

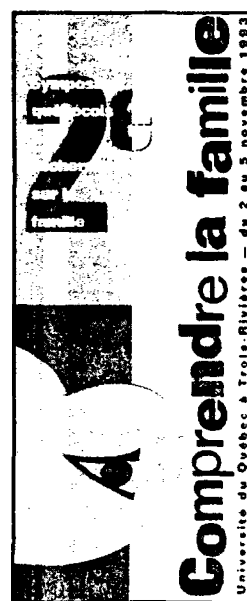
tour du thème **Comprendre la famille**, plus de 250 personnes ont discuté des grands enjeux et des développements récents en matière de recherche sur la famille. Lors de son allocution d'ouverture, la ministre responsable de la Famille, M<sup>me</sup> Violette Trépanier, a rappelé l'engagement du gouvernement de développer la recherche sur la famille.

Les participants et participantes ont eu l'occasion d'échanger lors de tables rondes, d'ateliers thématiques ou de communications scientifiques en plus de participer à des conférences sur des sujets d'intérêt pour la recherche sur la famille. Les actes de ce symposium seront publiés dans les prochains mois.

Ce symposium a été l'occasion de souligner l'importance de développer la recherche sur la famille en partenariat avec des personnes en provenance des milieux d'intervention et d'élaboration des politiques.

Lors de la séance de clôture, le Secrétaire général associé à la famille, M. Aubert Ouellet, rappelait le soutien du Secrétariat à la famille pour cette activité et annonçait que des démarches étaient entreprises afin de doter ce symposium d'une permanence.

Le 3<sup>e</sup> Symposium de recherche sur la famille est prévu à l'automne 1995.



## FAMILLE AU JEU

### Prenez l'air de famille !

loisirs adaptées à ses besoins, Kino-Québec, avec la collaboration du Regroupement québécois du loisir municipal, offre depuis quelques mois aux municipalités du Québec la trousse « Famille au jeu », un programme de promotion de l'activité physique en milieu municipal.

« Famille au jeu » a pour but de rendre plus actifs physiquement les adultes de 25 à 44 ans. Les obligations familiales empêchent parfois ces adultes de pratiquer l'activité physique de façon régulière. La trousse vise, de plus, à fournir aux responsables des loisirs municipaux un guide d'intervention et des outils leur permettant de promouvoir et de favoriser la pratique d'activités physiques familiales dans leur communauté. Elle les soutiendra également dans la planification d'aménagements conçus pour la famille ainsi que dans l'élaboration de politiques favorisant la pratique de l'activité physique familiale.

L'élaboration de ce programme a débuté au printemps 1991 par une enquête de Kino-Québec menée auprès de 3 430 parents et portant sur la pratique d'activités physiques familiales. Par la suite, la trousse « Famille au jeu » fut expérimentée pendant 18 mois dans six municipalités du Québec. Cette phase de consultation a permis d'identifier certaines contraintes

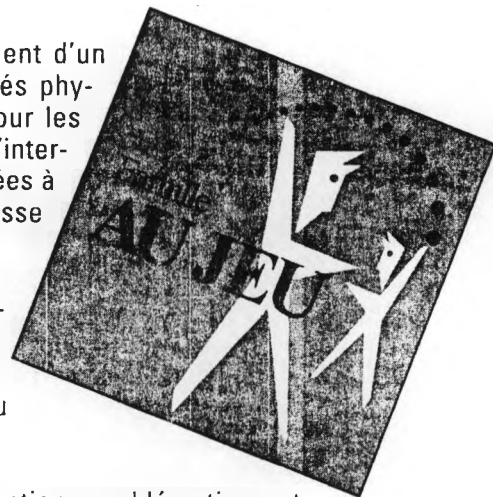
C onscient de l'importance de la famille et de la nécessité qu'elle pratique des activités de

dans le développement d'un programme d'activités physiques familiales. Pour les contrer, des pistes d'intervention sont présentées à l'intérieur de la trousse « Famille au jeu ».

Cette trousse comprend également les outils nécessaires à la mise en place du programme :

- un guide d'intervention : problématique et résumé des résultats de l'expérimentation;
- des fiches techniques : pistes d'intervention et conditions de réussite, étapes d'implantation, idées d'activités à réaliser et ouvrages de référence;
- un cadre de référence : le projet, l'analyse des besoins de la population et les résultats détaillés;
- des outils de communication.

Il est possible de se procurer la trousse « Famille au jeu » en s'adressant au Regroupement québécois du loisir municipal au numéro de téléphone (514) 252-3142.



## LES MUNICIPALITÉS ET LES FAMILLES

**nicipalités et les familles**, destiné à favoriser des actions efficaces en faveur des familles.

Le guide brosse un tableau de la famille d'aujourd'hui. Il précise les nombreux pouvoirs dont disposent les municipalités pour améliorer le milieu de vie des familles établies sur leur territoire. Il présente également des exemples d'actions que les municipalités peuvent entreprendre pour créer un milieu de vie plus accueillant pour les enfants et les parents. Enfin, il identifie les principaux organismes et documents susceptibles d'aider les élus municipaux dans leurs démarches en vue de répondre aux besoins des familles.

L e ministère des Affaires municipales a publié, en juin dernier, un nouveau guide intitulé **Les mu-**

Il est à espérer que ce document incitera a de nombreuses municipalités à « penser et agir en fonction des familles », soit par la nomination d'une personne élue au titre de responsable des questions familiales, soit par la mise sur pied d'un comité ou d'une commission de la famille au sein de la municipalité, ou encore par l'adoption d'une politique familiale. Le guide s'adresse aux municipalités ainsi qu'aux organismes familiaux et communautaires qui veulent s'engager à améliorer la qualité de vie des familles québécoises.

Ce document constitue une réponse à la mesure 68 du 2<sup>e</sup> plan d'action en matière de politique familiale **Familles en tête, 1992-1994**. Il est possible de se procurer un exemplaire de ce guide à l'adresse suivante :

Direction des communications  
Ministère des Affaires municipales  
20, rue Chauveau  
Québec (Québec) G1R 4J3  
Téléphone : (418) 691-2019

## LES SERVICES DE GARDE ET L'INTERCULTURALISME

se ou autre. L'interculturalisme est fascinant et... exigeant tout à la fois. L'accueil des autres cultures nécessite une certaine adaptation des services rendus à la population en général.

Les services de garde ont une responsabilité particulière à cet égard, puisqu'ils desservent également des enfants immigrants. Dans le cadre du deuxième plan d'action en matière de politique familiale, l'Office des services de garde à l'enfance (OSGE) avait proposé la mesure suivante : «organiser et mettre sur pied des sessions de formation à l'éducation interculturelle pour le personnel des services de garde en vue d'une meilleure intégration des enfants des communautés culturelles» (mesure 16).

Cette mesure est maintenant réalisée. En effet, grâce à une subvention du Fonds d'initiative du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, l'OSGE a pu fournir, en 1992-1993, une formation en éducation interculturelle.

L'édition des mois de juillet et août 1993 de la revue publiée par l'OSGE, *Petit à Petit*, signale que «207 membres du personnel des garderies et des agences et 60 responsables d'un

Les personnes immigrantes sont de plus en plus nombreuses à enrichir le Québec de leur culture, qu'elle soit arabe, vietnamienne, chinoise

service de garde en milieu familial ont bénéficié d'une formation en éducation interculturelle. Une allocation de 100 \$ versée par l'Office a permis d'accéder à cette formation. La formation a été offerte aux membres du personnel des garderies des régions de Montréal, de la Montérégie et de Laval, de même qu'au personnel des agences de services de garde de Montréal et aux responsables d'un service de garde en milieu familial. L'évaluation faite par l'ensemble des participants et des participantes s'est avérée très positive. De plus, le matériel préparé par l'OSGE dans le cadre de cette formation (recueil de textes et vidéo sous-titrée) a été mis à la disposition des milieux de formation et des garderies et agences qui en ont fait la demande».

Signalons également que la subvention accordée par le Fonds d'initiative du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration a permis de tracer le portrait des services en garderie et en milieu familial de Montréal en rapport avec l'accueil des enfants immigrants. La revue *Petit à Petit* de janvier-février 1994 fait le point sur cette recherche. Enfin, une partie de la subvention a été consacrée à la production d'un dépliant d'information sur les services de garde à l'enfance. Il a été traduit en cinq langues : anglais, espagnol, russe, arabe et chinois. On peut obtenir des copies de ces dépliants en s'adressant à l'Office des services de garde à l'enfance aux numéros (514) 873-2323 ou 1-800-363-0310.

Source : *Petit à petit*, Office des services de garde à l'enfance, juillet-août 1993, volume 12, numéro 2.

## LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL

Le Colloque sur les comportements pacifiques en milieu familial, qui s'est tenu à Montréal les 5 et 6 octobre dernier, a suscité l'enthousiasme

de plus de 300 intervenants et intervenantes de différents secteurs d'activité : éducation, santé, services sociaux, sécurité publique, médias, justice, organismes communautaires et familiaux.

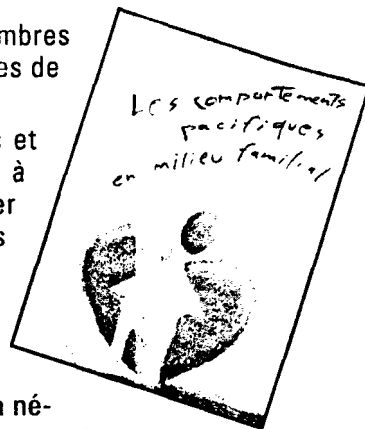
Prévu dans le 2<sup>e</sup> plan d'action (mesure 30) et organisé par le Secrétariat à la famille, le défi de ce colloque était de taille. Il s'agissait d'inverser le regard sur la violence et considérer l'ensemble des valeurs, des attitudes, des méthodes et des pratiques qui permettraient de mettre de l'avant un projet social riche et stimulant où tous et chacun pensent à la promotion des comportements pacifiques en milieu familial.

De nombreuses initiatives ont été présentées lors de ce colloque, entre autres :

- l'expérimentation de nouveaux modèles, comme par exemple une paternité plus active, un partage plus équitable des responsabilités;

- des moyens utilisés par les membres de familles vivant des problèmes de violence;
- du cheminement des hommes et des femmes pour apprendre à mieux se connaître, à exprimer leurs sentiments, à gérer leurs émotions, à augmenter leurs compétences;
- des outils disponibles pour résoudre pacifiquement les conflits, comme la médiation, la négociation, la méthode gagnant-gagnant;
- des programmes en milieu scolaire pour développer l'estime de soi des enfants, éduquer à l'expression de la colère et de l'amour, apprendre à résoudre pacifiquement les conflits;
- des groupes d'entraide de parents, de conjoints et conjointes.

Le Secrétariat à la famille rendra public le compte rendu du colloque au printemps prochain. Le contenu de ce dernier servira également à préparer les engagements du 3<sup>e</sup> plan d'action en matière de politique familiale au chapitre de la prévention. Ce travail sera fait tout au cours de l'Année internationale de la famille, en 1994.



# L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE AU QUÉBEC ET LE FORUM SUR LA FAMILLE

Le Québec a répondu positivement à l'invitation de l'Organisation des Nations Unies de marquer l'Année internationale de la famille en 1994. Une telle participation, outre le témoignage de solidarité internationale

qu'elle suppose, constitue une occasion privilégiée de mieux comprendre les conditions de vie des familles, ainsi que le rôle majeur et irremplaçable qu'elles jouent dans le développement de chaque personne et dans le devenir de la société. C'est aussi une occasion de promouvoir la politique familiale du Québec et de susciter l'engagement de toutes les forces vives à créer une société plus accueillante pour les enfants et leurs parents.

C'est dans cet esprit que le 2<sup>e</sup> plan d'action comporte diverses mesures destinées à souligner l'Année internationale de la famille et à en maximiser les retombées pour l'ensemble des familles du Québec. Ainsi, à l'automne 1992, le Bureau québécois de l'Année internationale de la famille a été créé. Son mandat est de préparer et de coordonner, à l'échelle nationale et régionale, les activités pour souligner l'Année internationale de la famille au Québec.

Enfin, le gouvernement s'est engagé à organiser, en 1994, une deuxième biennale sur la famille (mesure 88 du plan d'action **Familles en tête, 1992-1994**) : il s'agit du Forum sur la famille.

## LE FORUM SUR LA FAMILLE

Cet événement se tiendra à l'automne 1994. Il vise à regrouper, dans une démarche de concertation, les partenaires socio-économiques, le mouvement familial et le gouvernement afin de dégager les pistes d'action qui constitueront le 3<sup>e</sup> plan d'action du Québec en matière familiale.

Le Forum sur la famille vise à :

- réaliser un consensus sur les enjeux majeurs en matière de politique familiale;
- déterminer les actions que les responsables de chaque secteur s'engagent à réaliser à l'égard des familles, de 1995 à 1997;
- favoriser la collaboration et la concertation entre tous les partenaires dans leurs actions à l'endroit des familles;
- sensibiliser la population du Québec aux enjeux sous-jacents à la situation des familles à l'aube de l'an 2000 ainsi qu'aux engagements retenus.

## Ses thèmes

Le soutien aux familles appelle des actions diversifiées et exige un travail de longue haleine. Aussi, les orientations du second plan d'action méritent-elles d'être maintenues. Arrêtées après une consultation sérieuse, elles font l'objet d'un large consensus.

Les principaux thèmes autour desquels les discussions s'engageront lors du Forum sont donc ceux déjà abordés dans le second plan d'action. Ce sont :

- la prévention;
- les familles et le monde du travail;
- le soutien financier aux familles;
- le milieu de vie des familles.

## Sa composition

Le Forum sur la famille réunira des représentants et des représentantes des organismes familiaux, des partenaires socio-économiques ainsi que des ministères et organismes gouvernementaux. Ces personnes proviendront des mêmes secteurs que ceux actuellement représentés au Bureau québécois de l'Année internationale de la famille, à savoir :

- les organismes familiaux;
- les organisations syndicales;
- les organisations patronales et coopératives;
- le monde agricole;
- les organismes du secteur de l'éducation;
- les organismes du secteur de la santé et des services sociaux;
- le monde municipal;
- le gouvernement.

L'ensemble de ces partenaires étaient représentés à la première biennale sur la famille qui s'est tenue à Montréal en décembre 1992.

## Son organisation

### Les tables sectorielles

Des tables sectorielles seront constituées. Leur mandat sera d'élaborer les engagements que les partenaires du secteur concerné accepteront de déposer au Forum. Les six secteurs pour lesquels des tables seront mises sur pied sont les suivants :

- le mouvement familial;
- le monde patronal-syndical;



- le monde municipal;
- le réseau de l'éducation;
- le réseau de la santé et des services sociaux;
- le gouvernement.

L'une de ces tables, celle représentant le monde patronal-syndical, a déjà démarré ses activités.

#### Les tables régionales de l'Année internationale de la famille

Le Bureau québécois de l'Année internationale de la famille s'est engagé à coordonner la tenue d'activités thématiques régionales et à déposer un bilan de ses activités au Secrétariat à la famille au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 1994. Dans ce but, le Bureau a mis sur pied, dans chacune des seize régions administratives du Québec, des tables de travail composées de représentants et représentantes des secteurs clés de la région. Ces tables ont notamment le mandat d'organiser des activités pour permettre la réflexion autour des objectifs à poursuivre en matière familiale au cours des prochaines années.

#### La coordination

Un comité de coordination du Forum sera créé. Sous la responsabilité du Secrétaire à la famille, il regroupera les présidents et présidentes des tables sectorielles. Le Secrétariat à la famille fournira des personnes-ressources à chacune des tables sectorielles et s'occupera de l'organisation technique du Forum. De plus, il mettra à la disposition des partenaires qui s'associeront au Forum toute l'information pertinente dont il dispose. Il a produit à cet effet un document intitulé **Familles en tête 1995-1997, les défis à relever**, qui traite de la situation des familles, des acquis en matière de politique familiale et des principaux défis à relever. Ce document fera l'objet de

discussions lors d'une rencontre avec les partenaires, le 18 mars prochain, et servira de base à la formulation des engagements.

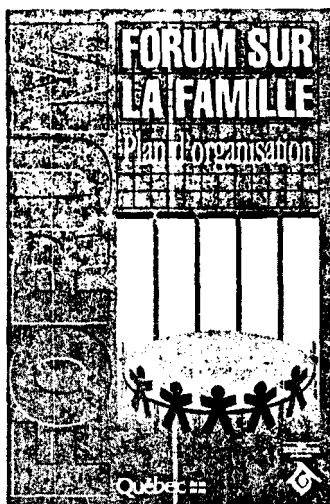
Les propositions d'engagements élaborées par les tables sectorielles seront regroupées dans un cahier de discussions. Le Secrétariat à la famille en assumera la préparation.

#### Vers un troisième plan d'action en matière familiale

Le Forum sur la famille, auquel prendront part des représentantes et représentants de plusieurs milieux, permettra la production du 3<sup>e</sup> plan d'action en matière familiale. Ce plan d'action couvrira la période de 1995 à 1997. En plus du gouvernement, les différents partenaires communautaires et socio-économiques y prendront des engagements.

Le Québec se donne ainsi l'occasion de se doter d'un véritable projet de société en matière familiale.

Le Forum sur la famille est un événement majeur. Au lendemain de la rencontre du 18 mars prochain, les partenaires seront invités à se mettre au travail pour préparer les engagements qu'ils dévoileront lors du Forum.



#### Un engagement essentiel...

L'Année internationale de la famille fournit une occasion exceptionnelle pour inviter tous les partenaires à se concerter et convenir des défis majeurs à relever en matière familiale. Le Forum sur la famille permettra de discuter et de dire ce que chacun entend faire à cet égard au cours des prochaines années. Il s'agit d'un engagement essentiel qui aura des retombées importantes sur toutes les familles québécoises.

**FAMILLES ET THÉÂTRE** Votre organisme cherche un divertissement éducatif pour l'Année internationale de la famille? Le **Théâtre à la carte** a créé une pièce de théâtre pour la première biennale sur la famille, en décembre 1992, à l'instigation du Secrétariat à la famille. «Une famille, pourquoi pas?» est un spectacle d'une durée de 20 minutes avec trois comédiens. Il s'agit d'un jeune couple, Raymonde et Jacques, qui se propose d'avoir un enfant. Sous forme de petits sketches humoristiques, ils illustrent comment ils ont l'intention de faire face aux difficultés. Ce spectacle est disponible durant toute l'année 1994 pour la somme de 1 080 \$ taxes non incluses. Les personnes ou groupes intéressés peuvent communiquer avec Sylvie Verville au numéro (514) 272-9497.

De plus, **Les productions Épisode inc.** ont créé pour le Colloque sur les comportements pacifiques en milieu familial, à la demande du Secrétariat à la famille, la pièce «À la recherche du cercle perdu». Elle met en scène des histoires de familles et sensibilise à l'importance des attitudes et des valeurs véhiculées dans la résolution des conflits. L'auditoire est invité à y participer activement. Ce spectacle, d'une durée approximative de 90 minutes, est accessible pour la somme de 1 000 \$, taxes et frais de transport non inclus. Les organismes communautaires et familiaux peuvent bénéficier d'une réduction de 10 %. Dans l'éventualité où une dizaine d'organismes se montreraient intéressés, un rabais de 35 % serait consenti. Les personnes ou groupes intéressés peuvent communiquer avec Stéphan Parent au (418) 648-6760.





### La Journée internationale de la famille : le 15 mai

Dans une résolution qu'elle a adoptée le 8 octobre dernier, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a décidé que, débutant en 1994, le 15 mai de chaque année sera la Journée internationale de la famille.

### L'Année internationale de la famille

Le Bureau québécois de l'Année internationale de la famille, conjointement avec le Mouvement Desjardins, organisent, du 9 au 11 février 1994, à l'Hôtel Le Méridien de Montréal, un important forum sur la fiscalité des familles. Ce forum sera l'occasion d'échanger des points de vue et des suggestions avec des experts européens, américains, canadiens et québécois, entre autres sur les sujets suivants : l'incidence des mesures fiscales sur la vie des familles, la comparaison de systèmes fiscaux, l'adéquation des besoins des familles et des mesures actuelles de soutien financier, les avenues fiscales susceptibles de mieux répondre aux besoins des familles. Pour plus de renseignements sur ce forum ou toute autre activité du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille, composer le numéro (514) 844-1994.

### À l'agenda

Le Secrétariat à la famille accroîtra sa participation à divers événements publics durant l'Année internationale de la famille. Ainsi, il tiendra un stand d'exposition au **Salon maternité-paternité de Québec**, du 10 au 13 février 1994, à Expo-Québec, au **Salon de la femme**, du 9 au 17 avril 1994, à la Place Bonaventure à Montréal et au **Salon maternité-paternité de Montréal**, du 29 avril au 2 mai 1994, à la Place Bonaventure à Montréal.

### Parutions récentes

Le **Secrétariat à la famille** a rendu publics récemment plusieurs documents :

**Portrait statistique des familles**, pour chacune des 16 régions administratives du Québec. Ces portraits contiennent des données sur les familles, la démographie ainsi que des données socio-économiques générales comparant l'ensemble du Québec à la région.

**L'Année internationale de la famille au Québec** est une brochure de 12 pages expliquant les rôles respectifs du Secrétariat à la famille et du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille ainsi que leurs activités dans le contexte de l'Année internationale de la famille.

**Forum sur la famille, plan d'organisation** est une brochure de 15 pages dont l'essentiel du contenu apparaît dans le présent **Carnet de famille**.

**Familles en tête 1995-1997 : les défis à relever**, produit par le Secrétariat à la famille, constitue un document de réflexion sur la situation des familles. Il a pour objet de nourrir les discussions entourant l'élaboration du 3<sup>e</sup> plan d'action en matière familiale. Il fait aussi état des acquis ou des réalisations au bénéfice des familles ainsi que des défis à relever. Il est à espérer que le contenu de ce document incitera les décideurs à prendre des engagements pour améliorer la qualité de vie des familles.

La vidéo **Pour sauter du côté du soleil**, produite par le Secrétariat à la famille, à la suite du Colloque sur les comportements pacifique en milieu familial, est présentement disponible. Cet outil de sensibilisation, d'une durée de 26 minutes, se veut un élément déclencheur de réflexions et d'échanges dans les différents milieux autour de la thématique des comportements pacifiques.

Un **Guide d'animation sur les relations parents-enfants dans un contexte de rapprochement interculturel** sera disponible au cours du mois de février 1994. Ce guide se veut un outil d'animation à l'intention des parents québécois de toutes origines, soucieux d'entretenir de bonnes relations avec leurs enfants. Il s'inscrit en continuité avec l'intervention gouvernementale de ces dernières années dans les secteurs de la famille, de l'immigration et de l'enfance.

Le **Carnet de famille** est un bulletin publié quatre fois par année par le **Secrétariat à la famille du Québec**.

Pour un abonnement ou un changement d'adresse :

Secrétariat à la famille, 875, Grande Allée Est, bureau 3.300, Québec (Québec) G1R 4Y8  
Téléphone : (418) 643-6414 • Télécopieur : (418) 528-2009

#### Comité de direction

Secrétaire général associé : *Aubert Ouellet* • Adjointe exécutive et responsable des communications : *Francine Lalonde* • Directrice de la concertation : *Diane Gagnon* • Directeur du développement : *Léandre Nadeau*

Responsable du bulletin : *Francine Lalonde* • Collaboration : *François Beaudoin, Michel Bernier, Diane Gagnon, Bernard Marier, Gilles Meunier, Léandre Nadeau, Francine Samson, Danielle Tourigny* • Production : *Direction des communications du ministère du Conseil exécutif* • Conception graphique : *Pro-Page communications graphiques inc.* • Impression : *Imprimerie Vitray inc.*



Toute reproduction avec mention de la source est autorisée  
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1994  
ISSN 1192 - 1994



## QUESTION 3 : LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1er AVRIL 1993

PR 03 EL 03 CR 3600  
 SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

DATE	LIEU	BUT DU VOYAGE	COUT	NOMS	TITRE
25 au 27 mai '93	Toronto	Work and Family Summit Conference / Conference Board of Canada	1 440,87	OUELLET, Aubert	Secrétaire général associé
6 au 11 juin '93	Dakar	Réunion préparatoire à la conférence des ministres francophones chargés de l'enfance	231,87	NADEAU, Léandre	Directeur du développement
18 au 26 juillet '93	Dakar	Conférence des ministres francophones chargés de l'enfance	305,52	OUELLET, Aubert	Secrétaire général associé
24 septembre '93	Ottawa	Symposium sur les conditions de travail et la famille	595,00	LÉGARÉ, ODILE	Analyste-conseil

4. Liste des dépenses en publicité :

1. Un montant de 445 200 \$ a été dépensé en 1993-1994 dont 440 000 \$ pour la campagne de promotion «Les enfants, c'est grand aussi». Les prévisions de dépenses pour 1994-1995 sont de 10 000 \$ sous réserve de l'approbation par le Conseil du trésor.
2. Ventilation par type de média :
  - télévision : 350 000 \$
  - radio : 90 000 \$
  - presse écrite : 5 200 \$

5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1993-1994 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent.

Ne s'applique pas.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF  
 SECRÉTARIAT À LA FAMILLE  
 LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET  
 À DES PROFESSIONNELS ET PROFESSIONNELLES DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 1993 AU 31 MARS 1994

NOMS	MANDAT	MONTANT
AGRAF, CRÉATION ET COMMUNICATION	CONCEPTION ET PRODUCTION, JUSQU'AUX FILMS FINAUX, D'UNE BROCHURE "QUESTIONS - RÉPONSES" SUR LES FAMILLES QUÉBÉCOISES, EN CONFORMITÉ AVEC LE DEVIS D'APPEL D'OFFRES.	3 250,00
ALLIANCE DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR L'ÉGALITÉ DANS LA SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MOUVEMENT FAMILIAL.	3 750,00
ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE GARDERIES DU QUÉBEC INC.	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MOUVEMENT FAMILIAL.	1 000,00
BOUM COMMUNICATION GRAPHIQUE INC	RÉALISATION DE DEUX PRÉSENTATIONS OU ESQUISSES COULEURS POUR LA PAGE COUVERTURE DU DOCUMENT INTITULÉ "FAMILLES EN TÊTE 1995-1997, LES DÉFIS À RÉALISER", ET RÉALISATION D'UN DEVIS D'IMPRESSION.	750,00
CENTRE DE CONSULTATION PSYCHOLOGIQUE ET ÉDUCATIVE	MME DANIELLE LAPORTE, DU CENTRE DE CONSULTATION, POUR ANIMER UN ATELIER DANS LE CADRE DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL.	200,00
CENTRE DE RESSOURCES SUR LA NON-VIOLENCE	M. NORMAND BEAUDET, DU CENTRE DE RESSOURCES, POUR ANIMER UN ATELIER DANS LE CADRE DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL.	200,00
CENTRE ENSEIGNEMENT ANGLAIS LANGUE SECONDE	DISPENSER DES COURS D'ANGLAIS AUX EMPLOYÉS DU SECRÉTARIAT À LA FAMILLE.	234,59
COMITÉ QUÉBÉCOIS DE L'UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES FAMILIAUX	MME DENISE T. CASIMIR POUR REPRÉSENTER LE QUÉBEC À LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR "LES DROITS CULTURELS DES FAMILLES" PARRAINÉE PAR L'UNION INTERNATIONALE DES ORGANISMES FAMILIAUX AU CAIRE DU 18 AU 25 SEPTEMBRE 1993.	2 200,00
COMMUNICATIONS RICHARD FERRON	FAIRE LA CONCEPTION GRAPHIQUE D'UN VISUEL POUR LE COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL. ADAPTATION ET CONCEPTION GRAPHIQUE DES DIFFÉRENTS IMPRIMÉS DU COLLOQUE.	8 631,25
COMPOSITION ORLÉANS INC	PRÊT-À-PHOTOGRAPHIER DU COMPTE-RENDU DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES.	3 500,00
CONCERTATION INTERRÉGIONALE DES GARDERIES DU QUÉBEC	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MOUVEMENT FAMILIAL.	3 000,00

CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES FAMILIAUX	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MOUVEMENT FAMILIAL.	3 750,00
CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES PROVINCIAUX DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MOUVEMENT FAMILIAL.	3 750,00
CONFÉRENCE DES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.	5 000,00
CRÉACOM	CONCEPTION ET RÉALISATION DE 3 FONDS IMAGES SELON 3 THÉMATIQUES; 28 DIAPOSITIVES, 3 DIAPOGRAPHIQUES; IMPRESSION DES 31 DIAPOSITIVES 35 MM.	1 055,00
DAME PLUME COMMUNICATIONS	CONCEPTION ET PRODUCTION D'UNE MAQUETTE POUR UNE BROCHURE SUR L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE AU QUÉBEC; COMPOSITION ET MONTAGE D'UNE BROCHURE DE 12 PAGES; PRODUCTION DE FILMS FINAUX ET PRODUCTION DU DEVIS.	1 085,00
DAME PLUME COMMUNICATIONS	PRÉPARER UNE CONCEPTION GRAPHIQUE POUR UN DÉPLIANT INTITULÉ "LES FAMILLES AU QUÉBEC - PRINCIPALES STATISTIQUES". PRÉSENTATION D'UNE MAQUETTE, PHOTOCOMPOSITION ET PRODUCTION DES FILMS FINAUX.	760,00
DAME PLUME COMMUNICATIONS	CONCEPTION ET PRODUCTION GRAPHIQUE D'UNE BROCHURE INTITULÉE "C'EST À TON TOUR".	2 500,00
DAME PLUME COMMUNICATIONS	RÉALISER LA CONCEPTION GRAPHIQUE D'UN ARBRE GÉNÉALOGIQUE DESTINÉ À UNE CLIENTÈLE SCOLAIRE.	700,00
DAME PLUME COMMUNICATIONS	CONCEPTION ET PRODUCTION GRAPHIQUE D'UNE BROCHURE "ÊTRE PÈRE, LA BELLE AVENTURE".	3 500,00
DISTRIBUTION ET ENCARTS PORTNEUF INC	INSÉRER CARNET DE FAMILLES, LETTRE ET PROGRAMME DANS UNE ENVELOPPE, POSER L'ÉTIQUETTE ET COLLER L'ENVELOPPE.	394,37
DURAPLUME ENR	PRODUIRE DES CHRONIQUES SUR LA COMPÉTENCE PARENTALE. RÉDIGER 28 CAPSULES D'UN DEMI À UN FEUILLET	625,00
DUSSAULT, ANNE-MARIE	ANIMER UNE TABLE-RONDE LORS DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL, LE 5 OCTOBRE.	1 000,00
EXPRESSIONS	ÉLABORATION DU CONTENU D'UN GUIDE SUR LA CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE DESTINÉ AUX MILIEUX DE TRAVAIL.	8 700,00
EXPRESSIONS	RÉDACTION DE DEUX TEXTES PORTANT SUR LE PARTAGE DES TÂCHES AU SEIN DE LA FAMILLE ET SUR LE RÔLE DU PÈRE.	4 440,00

FALARDEAU, RÉJANE	ANIMER UN ATELIER DANS LE CADRE DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL LES 5 et 6 OCTOBRE 1993.	147,11
FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DES FAMILLES MONOPARENTALES DU QUÉBEC	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MOUVEMENT FAMILIAL.	3 750,00
FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DE L'ÉDUCATION.	5 000,00
FÉDÉRATION DES UNIONS DE FAMILLES	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MOUVEMENT FAMILIAL.	3 750,00
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MOUVEMENT FAMILIAL.	3 750,00
FONDS DES MOYENS EN COMMUNICATION	SERVICE DE TRADUCTION: DÉPLIANT FAMILLE QUÉBÉCOISE - AIDE FINANCIÈRE EN 1993.	383,00
FONDS FCAR	GUIDE D'APPEL D'OFFRES POUR LE PROGRAMME "ACTION CONCERTÉE POUR LE SOUTIEN ET LA DIFFUSION DE LA RECHERCHE SUR LA FAMILLE".	9 950,00
GAÉTAN MORIN, ÉDITEUR	COMPLÉTER LA RÉVISION DU GUIDE DE LA FAMILLE.	1 000,00
GRAPHIDÉE	IMPRIMER DES CARTONS D'IDENTIFICATION AU NOM DES ORGANISATIONS INVITÉES À LA RENCONTRE DU 18 MARS 1994.	345,00
INSTITUT QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE SUR LA CULTURE	RÉALISATION D'UNE ANALYSE COMPARÉE DE L'ÉVOLUTION DE LA FAMILLE DANS DIFFERENTS PAYS.	9 950,00
ISABELLE, JOHANNE	COORDONNER LA LOGISTIQUE DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL.	8 000,00
LEFEBVRE, PIERRE	ÉLABORER UNE PROPOSITION DE PENSION ALIMENTAIRE ANTICIPÉE.	9 950,00
LEMAY, ANDRÉE	RÉDACTION DE DIX (10) CHRONIQUES SPÉCIALISÉES SUR DES SUJETS AYANT TRAIT À LA FAMILLE.	2 000,00
LES HEBDOS DU QUÉBEC	PHOTOCOMPOSITION DE 23 CHRONIQUES.	4 950,00
LITHO ACMÉ	PRODUCTION D'UNE DIAPOSITIVE 4" X 5" ET RÉALISATION DE FILMS FINAUX ET D'UN PRÊT-À-PHOTOGRAPHIER DE L'AFFICHE DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE.	450,00

LOUISE VALLÉE ET CHARLES LESSARD GRAPHISTES ASSOCIÉS	FAIRE LES CORRECTIONS AU DÉPLIANT "FAMILLES QUÉBÉCOISES-AIDE FINANCIÈRE EN 1993", PLUS PHOTOCOMPOSITION, FILMS FINAUX ET LES PRÊTS-À-PHOTOGRAPHIER. PRODUIRE LE DÉPLIANT "QUEBEC FAMILIES-FINANCIAL ASSISTANCE IN 1993", PLUS PHOTOCOMPOSITION, FILMS FINAUX ET PRÊT-À-PHOTOGRAPHIER.	1 560,00
LOUISE VALLÉE ET CHARLES LESSARD GRAPHISTES ASSOCIÉS	EFFECTUER LES CORRECTIONS TYPOGRAPHIQUES DU DÉPLIANT INSTITUTIONNEL. FOURNIR LES FILMS FINAUX.	320,00
LOUISE VALLÉE ET CHARLES LESSARD GRAPHISTES ASSOCIÉS	MISE À JOUR DES VERSIONS FRANCAISE ET ANGLAISE DU DÉPLIANT "FAMILLES QUÉBÉCOISES - AIDE FINANCIÈRE POUR 1994 (QUEBEC FAMILIES FINANCIAL ASSISTANCE)". FOURNIR LES FILMS FINAUX ET LES SÉPARATIONS DE COULEURS DES DEUX VERSIONS.	666,00
MAISON INTER CONTACT	20 LAMINAGES D'AFFICHE 11" X 22".	250,00
MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS	SERVICE TECHNIQUE - SOUTIEN TECHNIQUE EN SONORISATION, PRISE DE SON, PROJECTION; PRODUCTION VIDÉO ET MONTAGE D'UNE CASSETTE LORS DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL, LES 5 ET 6 OCTOBRE 1993.	8 573,09
MISE EN PAGE (LA)	CONCEVOIR ET PRODUIRE UNE AFFICHE POUR LE COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES.	210,00
MONO-LINO INC	PHOTOCOMPOSITION ET MONTAGE D'UNE PUBLICATION INTITULÉE "FORUM SUR LA FAMILLE". PLAN D'ORGANISATION. FOURNIR DES FILMS FINAUX DES PAGES INTÉRIEURES.	293,00
PACIJOU	MME DIANE SAVARD, DE PACIJOU, POUR ANIMER UN ATELIER DANS LE CADRE DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL.	200,00
PRODUCTIONS ARMANDE ST-JEAN INC (LES)	ANIMER LA RENCONTRE DU 18 MARS 1994.	1 500,00
PRODUCTIONS ÉPISODE INC (LES)	ÉLABORER LE SCÉNARIO D'UN SPECTACLE ANIMATION PRÉSENTÉ LORS DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL.	2 735,60
PRO-PAGE COMMUNICATIONS GRAPHIQUES INC	CONCEVOIR LA COUVERTURE SERVANT À LA RELIURE DES PORTRAITS STATISTIQUES DES FAMILLES; COMPOSER ET MONTER LA PAGE DE GARDE DE CHAQUE PORTRAIT RÉGIONAL; PROPOSER UN DEVIS D'IMPRESSION; RÉALISER ET PRODUIRE LES FILMS FINAUX.	585,00
PRO-PAGE COMMUNICATIONS GRAPHIQUES INC	EFFECTUER LA CONCEPTION GRAPHIQUE D'UNE PAGE COMPORTANT LE LOGO DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE, SA SIGNIFICATION ET LA SIGNATURE DU SECRÉTARIAT À LA FAMILLE; RÉALISER LE VÉLOX AVEC CES ÉLÉMENTS.	125,00



PRO-PAGE COMMUNICATIONS GRAPHIQUES INC	RÉALISATION DE 2 PRÉSENTATIONS OU ESQUISSES POUR LA PAGE COUVERTURE DU DOCUMENT INTITULÉ "PLAN D'ORGANISATION DU FORUM SUR LA FAMILLE" ET RÉALISATION D'UNE GRILLE DE PAGES INTÉRIEURES.	750,00
PRO-PAGE COMMUNICATIONS GRAPHIQUES INC	RÉALISER LE BULLETIN INTITULÉ "CARNET DE FAMILLE" PUBLIÉ 4 FOIS PAR ANNÉE.	2 247,00
QUIRION, DANIEL GRAPHISTE	CONCEVOIR ET PRODUIRE DEUX MAQUETTES D'AFFICHE POUR LA SEMAINE PROVINCIALE DE PRÉVENTION DU SUICIDE 1994.	1 000,00
REGROUPEMENT INTERORGANISME POUR UNE POLITIQUE FAMILIALE AU QUÉBEC	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MOUVEMENT FAMILIAL.	3 750,00
REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DU LOISIR MUNICIPAL	EFFECTUER DES TRAVAUX POUR LA TABLE SECTORIELLE DU MONDE MUNICIPAL.	5 000,00
ROCHETTE, DANIELLE	PRODUIRE UN ARTICLE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL.	800,00
ROCHETTE, DANIELLE	FAIRE LA RELANCE TÉLÉPHONIQUE AUPRÈS DES PRINCIPAUX ORGANISMES ET REGROUPEMENTS AYANT REÇU LE PROGRAMME SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL.	420,00
SOPHIE BEAUDET ET JULIE LAMONTAGNE CONCEPTEURS GRAPHISTES ENR	CONCEPTION GRAPHIQUE DU LOGO DE L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA FAMILLE. 500 VÉLOX EN QUATRE DIMENSIONS.	1 045,00
STÉNOPRO ENR	TRANSCRIPTION D'UN DOCUMENT CONTENANT LE VERBATIM DU COLLOQUE SUR LES COMPORTEMENTS PACIFIQUES EN MILIEU FAMILIAL, INCLUANT LES PLÉNIÈRES ET LES ATELIERS.	4 059,00
UNIVERSITÉ LAVAL, FACULTÉ DES ARTS	PARTICIPER À LA PUBLICATION DU BULLETIN DE LIAISON "LE PETIT MAGAZINE DE LA FORMATION PERSONNELLE ET SOCIALE" DE MAI 1993.	1 000,00
VERGE LEBEL COMMUNICATION INC.	CONCEPTION ET PRODUCTION D'UN GUIDE D'ANIMATION SUR LES RELATIONS PARENTS-ENFANTS.	5 290,00
WRIGHT, ÉLIZABETH	RÉDACTION D'UN RÉPERTOIRE SUR LES PERSONNES-RESSOURCES DANS LE DOMAINE FAMILIAL.	3 000,00

7. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1993 ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

Montant initial : 6 856,00 \$

Montant du surplus : 1 717,09 \$

Montant final : 8 573,09 \$

Raison : Changements de dernière heure dans les demandes de matériel audiovisuel

Nom de l'entreprise : ministère des Communications

## 8. Le montant, pour l'année 1993-1994, de chacune des dépenses suivantes :

Photocopie (incluant la reprographie)	:	26 459,87 \$
Télécopie	:	voir les chiffres de la Direction générale de l'administration du ministère du Conseil exécutif
Remboursement des frais de transport	]	40 055 \$
Remboursement des frais d'hébergement		
Remboursement des frais de repas		

Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :

- au Québec : 11 905,94 \$ en date du 3 mars 1994
- à l'extérieur du Québec : 2 035,87 \$ en date du 3 mars 1994

9. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1993-1994 par l'employeur, sont membres de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?

Ne s'applique pas.

## ÉTUDES DES CRÉDITS / 1994-1995

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

QUESTION : 10

UNITÉ ADMINISTRATIVE : *Secrétariat à la famille / Pr. 03*

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN			PERSONNEL FÉMININ		
	COMMUNAUTÉS CULTURELLES	HANDICAPÉS	TOTAL	COMMUNAUTÉS CULTURELLES	HANDICAPÉES	TOTAL
CADRES			2			1
PROFESSIONNELS			3 réguliers 2 occasionnels			5 réguliers 1 occasionnelle
FONCTIONNAIRES						5 réguliers 2 occasionnelles
OUVRIERS						
GRAND TOTAL			7			14

ÉTUDE DES CRÉDITS 1994-1995  
STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL  
ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

SECRÉTARIAT À LA FAMILLE

ABSENCES	AVRIL	MAT	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles	2	2	23	158	104	11	11	12	10	18	3	7	361	
Heures supplémentaires compensées	7	28	21	23	35		11	35	10	21	22	35	248	5 622
Heures supplémentaires payées	17						8				30		55	1 419
Maladies	23	10	7	11	3	12	14	18	6	4	9	6	123	

## ÉTUDES DES CRÉDITS / 1994-1995

## MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

QUESTION : 12

UNITÉ ADMINISTRATIVE : *Secrétariat à la famille / Pr. 03*

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE (C)	NOMBRE DE POSTES (D)	
				OCCUPÉS	VACANTS
CADRES SUPÉRIEURS	3			3	
CADRES INTERMÉDIAIRES					
PROFESSIONNELS	11	3		8	3*
TECHNICIENS					
PERSONNEL DE BUREAU	5			5	
OUVRIERS					
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>3</b>		<b>16</b>	<b>3*</b>

\* Ces postes sont occupés par du personnel occasionnel.

13. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1993-1994 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- la durée du bail.

Ne s'applique pas.



14. La liste des contrats attribués en 1993-1994 à des firmes de communication ou de relations publiques en indiquant :

- le nom de la firme;
- l'objet du contrat;
- la durée du contrat;
- le coût du contrat.

Ne s'applique pas.

15. La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1993-1994 en indiquant :

- la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
- le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
- pour l'année 1994-1995, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

Ne s'applique pas.

16a. Liste du personnel du cabinet du ministre et de la suite sous-ministérielle en 1993-1994 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction;
- la date du départ, s'il y a lieu;
- le titre de la fonction;
- le port d'attache;
- la classification;
- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés.

16b. Le montant total des salaires et honoraires versés par le cabinet pour l'exercice 1993-1994.

16c. Le nombre total d'employés au cabinet.

La réponse sera donnée par la ministre de la Sécurité du revenu.

17. Liste des contrats donnés en 1993-1994 à même le budget discrétionnaire du cabinet du ministre en indiquant :

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
- le coût;
- l'objet.

Aucun contrat n'a été donné à même le budget discrétionnaire.

18. Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 1993-1994 :

Traitement : 7 000 \$

Fonctionnement : 18 000 \$

19. La ventilation détaillée des transferts obtenus du gouvernement fédéral en 1993-1994 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

Ne s'applique pas.

20. La liste des subventions versées à même le budget discrétionnaire du ministère pour l'année 1993-1994.

Ne s'applique pas.

21. Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.

Ne s'applique pas.



ÉTUDE DES CRÉDITS 1994-1995

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ORGANISMES RELEVANT DE LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA CONDITION FÉMININE ET À LA FAMILLE

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1994-1995

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine

Sujet: Politique familiale

### **A- Secrétariat à la politique familiale**

- 1- Bilan des activités réalisées dans le cadre du 2<sup>e</sup> plan d'action 1992-94 "Famille en tête".
- 2- Bilan au 31 mars 1994 des subventions allouées par le biais du "Fonds Famille": dans chaque cas, l'organisme subventionné et brève description du projet.

### **B- CONSEIL DE LA FAMILLE**

- 1- Mandats reçus, 1993-1994.

**MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION «FAMILLES EN TÊTE 1992-1994»**

**RAPPORT D'ÉTAPE**

**Secrétariat à la famille  
Direction de la concertation  
29 mars 1994**

# MESURES DU PLAN D'ACTION «FAMILLES EN TÊTE 1992-1994»

2

No.	Mesures	Responsable	Commentaires
10	Créer un comité interministériel sur les services à la petite enfance pour assurer une meilleure concertation entre les ministères concernés.	SF	Mesure réalisée. Le Comité a été créé et a étudié la problématique des services à la petite enfance. Un rapport d'étape a été soumis au Comité directeur (Comité de sous-ministres) en juin 1992 proposant l'élaboration d'une politique globale des services à la petite enfance. En décembre 1992, le Conseil des ministres mandatait la ministre déléguée à la Famille pour élaborer une telle politique. Un projet de politique est actuellement en voie de finalisation et servira de base à une consultation interne et externe en mai prochain, consultation dont les modalités restent à être déterminées. Un projet de politique remanié pourra donc être déposé au Conseil des ministres vers la fin juin 1994 pour approbation.
11	Confier au Comité interministériel sur la petite enfance le soin de développer un programme de stimulation infantile dans les milieux où les besoins des enfants et de leur famille le commandent.	SF	Dans la suite des travaux devant conduire à l'élaboration d'une politique globale des services à la petite enfance, le Comité procédera, à l'automne 1994, à l'inventaire et au suivi des projets expérimentaux entrepris par les différents ministères et organismes gouvernementaux en ce domaine. Une première évaluation de ces projets pourra également être entreprise à l'automne.
12	Mettre à jour les informations sur les caractéristiques socio-économiques des familles de manière à mieux adapter les services offerts à la petite enfance.	SF	Mesure réalisée. Elle a été réalisée au cours de l'année 1993 dans le cadre des travaux préparatoires à l'élaboration d'une politique globale des services à la petite enfance.
24	Développer, en concertation avec les organismes familiaux et communautaires, des modalités de mise en place de bureaux de services communautaires-jeunesse, tels que proposés dans le rapport du Groupe de travail pour les jeunes.	SF	En cours. Un premier effort de concertation s'est traduit par notre participation à un atelier sur ce thème lors du 3 <sup>e</sup> congrès du CQEJ. Un document de travail identifiant les paramètres essentiels au BSCJ a été produit. Une stratégie d'implantation est en voie d'élaboration.

No.	Mesures	Responsable	Commentaires
30	Tenir, à l'automne 1993, un Symposium sur la promotion de comportements pacifiques en milieu familial et diffuser les résultats auprès de la population.	SF	Mesure réalisée. Le colloque s'est tenu à Montréal les 5 et 6 octobre 1993 pendant la Semaine nationale de la famille. Une vidéo a été produite ainsi qu'un compte rendu. Ils seront disponibles au printemps 1994.
33	Mettre en place, de concert avec les ministères et organismes concernés, des mécanismes opérationnels pour assurer la coordination interministérielle des actions préventives s'adressant aux parents et aux enfants.	SF	La réalisation de cette mesure s'amorcera en août 1994.
35	Produire un document d'information sur les problèmes liés à la conciliation des responsabilités familiales et professionnelles, ainsi que sur les solutions concrètes appliquées dans les entreprises du Québec et d'ailleurs et en assurer la diffusion auprès des partenaires socio-économique et des organismes familiaux.	SF	En cours. Un document faisant le tour de la question de la conciliation travail-famille sera publié par le SF à l'automne 1994. Par ailleurs, le BQAIF rendra public, en mai 1994, un guide sur la conciliation travail-famille destiné aux milieux de travail. Ce guide est actuellement en préparation au SF.
37	Réunir les partenaires socio-économiques et les organismes familiaux afin d'identifier des moyens de mettre en place dans toutes les entreprises, y compris les PME, des conditions de travail mieux adaptées à la situation des parents travailleurs.	SF	Mesure réalisée. Les partenaires participant aux tables sectorielles mises sur pied pour la préparation du 3 <sup>e</sup> Plan d'action 1995-1997 se réuniront à plusieurs reprises pour discuter de différentes mesures. L'une de ces tables, le Comité sur la conciliation travail-famille, qui regroupe des représentants des organisations patronales et syndicales, a pour première tâche de produire un guide sur la conciliation travail-famille qui sera rendu public par le BQAIF en mai 1994.
38	Promouvoir la mise en place dans tous les ministères et organismes d'une philosophie de gestion permettant la conciliation des charges familiales et professionnelles.	SF	En cours. Une rencontre exploratoire avec le Conseil du trésor a eu lieu en février 1993. D'autres rencontres auront lieu au cours des prochains mois.
44	Examiner les programmes de soutien financier à l'égard des enfants en vue de les simplifier, tout en respectant les objectifs qu'ils visent.	MF MSR SF	En cours.

No.	Mesures	Responsable	Commentaires
46	Entreprendre la révision des programmes de remplacement du revenu pendant les congés de maternité et les congés parentaux de manière à améliorer la couverture offerte, après avoir procédé à une consultation auprès de la population.	SF	En cours. Un portrait a été réalisé par le groupe de travail qui comprend aussi le SCF, le ministère de l'Emploi et la CSST. Des scénarios ont été élaborés et un document de consultation sera prêt au printemps 1994. Les tables sectorielles mises sur pied pour la préparation d'engagements pour 1995-1997 seront consultées.
70	Assurer la promotion de la politique familiale lors des congrès et des colloques réunissant des représentants municipaux et inviter les unions municipales à instituer un atelier sur la famille lors de leur congrès annuel.	MAM SF	En cours. Participation aux congrès annuels des unions municipales. On tentera de diffuser, lors des colloques, les politiques familiales adoptées par les municipalités.
72	Mener trois campagnes de promotion portant sur le rôle du père (en 1992), sur les effets de l'abus de langage envers les jeunes (en 1993) ainsi que sur l'importance de l'enfant et de l'accueil que l'on doit lui assurer dans tous les milieux (en 1994).	MSSS SF	Mesure réalisée en partie. Le Secrétariat à la famille a réalisé la campagne de promotion sur l'importance de l'enfant et de son accueil (message télé et message radio). Le MSSS a dû reporter à plus tard les campagnes qu'il prévoyait réaliser en 1992 et 1993.
73	Intégrer l'approche familiale dans les politiques et programmes de ministères et organismes gouvernementaux.	SF	En cours. Un guide à l'intention des ministères est prévu pour l'année 1994.
75	Associer les principaux partenaires socio-économiques à la célébration de l'Année internationale de la famille en soutenant la création d'un Bureau formé de leurs représentants et responsable de promouvoir et de coordonner un programme diversifié d'activités dans chaque région et dans l'ensemble du Québec.	SF	Mesure réalisée. Le Bureau québécois de l'Année internationale de la famille est opérationnel depuis l'automne 1992.
76	Organiser une rencontre internationale sur la famille en collaboration avec le mouvement familial au Québec et l'Union internationale des organismes familiaux.	SF	Mesure réalisée. Le Secrétariat à la famille collabore à l'organisation du Colloque international «Action municipale et famille».

No.	Mesures	Responsable	Commentaires
77	Identifier et promouvoir des actions favorisant un meilleur partage des responsabilités familiales entre les hommes et les femmes.	SF	Mesure réalisée. Un document portant sur le partage des tâches et des responsabilités parentales sera diffusé en avril 1994.
78	Développer des actions favorisant le rapprochement père-enfant.	SF	Mesure réalisée. Diffusion en avril de la brochure «Être père : la belle aventure».
80	Soutenir les représentants des aînés dans le développement de projets d'aide aux parents de jeunes enfants.	SF	Mesure réalisée. Un projet d'intervention des aînés auprès des familles à risque est en cours à la Maison des Grands-Parents à Montréal. Le projet est financé par le Fonds Famille du SF.
81	Promouvoir la mise sur pied d'un mécanisme de liaison entre les chercheurs, les intervenants et les organismes familiaux en matière de recherche sur la famille.	SF	En cours. Un programme de type «Action concertée» a été élaboré dans le but de financer un centre de liaison et de transfert des connaissances en matière de recherche sur la famille. Un protocole devrait être signé bientôt.
86	Instituer un fonds d'initiative pour appuyer le développement de projets novateurs poursuivant les objectifs du plan d'action.	SF	Mesure réalisée. Le Fonds famille a été rendu public en décembre 1992. 23 projets ont été financés.
87	Organiser, en 1992, une première biennale sur la famille pour permettre aux organismes familiaux, syndicaux, patronaux, municipaux et gouvernementaux d'échanger sur les orientations, les objectifs et les mesures du présent plan d'action.	SF	Mesure réalisée. La 1 <sup>re</sup> Biennale sur la famille s'est tenue à Montréal le 4 décembre 1992; un rapport-synthèse a été diffusé en février 1993.
88	Organiser en 1994, une 2 <sup>e</sup> biennale sur la famille pour permettre aux principaux partenaires socio-économiques d'arrêter conjointement un plan d'action en matière familiale pour les prochaines années.	SF	Le Forum sur la famille aura lieu à l'automne 1994. Des tables sectorielles seront mises en place en mars 1994 avec les partenaires en vue de préparer les engagements.

**BILAN DES SUBVENTIONS ALLOUÉES DANS LE CADRE DU FONDS FAMILLE**

**Secrétariat à la famille  
Direction de la concertation  
29 mars 1994**



**PROJETS SUBVENTIONNÉS DANS LE CADRE DU FONDS FAMILLE**

**POUR LES ANNÉES 1993-1994 ET 1994-1995**

No de dossier	Titre du projet subventionné et lieu de réalisation	Résumé du projet		S.F.	C.O.R.S.	Organismes demandeurs	Organismes partenaires
93-002	Breaking the cycle: Preventing drug abuse in children of substance abusers through family intervention Saint-Jérôme	Expérimentation d'un programme visant à briser le cercle de l'abus de drogue en identifiant les familles à haut risque et en intervenant à trois niveaux: les parents, les enfants et la famille	1993-94 1994-95 TOTAL	12 658\$ 4 000\$ 16 658\$	31 875\$ 0\$ 31 875\$	Pavillon André Boudreau	Université de Montréal
93-007	Corvée famille en Beauce Saint-Georges	Expérimentation d'une approche pour venir en aide aux familles en difficulté par des moyens de parrainage familial et de formation de groupes d'entraide, en faisant appel aux ressources du milieu	1993-94 1994-95 TOTAL	16 206\$ 23 730\$ 39 936\$	0\$ 0\$ 0\$	Maison de la famille Beauce-Etchemins	Centre jeunesse Chaudière-Appalaches
93-013	L'école des parents Montréal	Expérimentation d'un programme de formation basé sur des techniques de jeux de rôles et l'approche systémique pour aider les parents à améliorer leur compétence parentale et à prévenir les difficultés d'adaptation des enfants	1993-94 1994-95 TOTAL	28 300\$ 15 000\$ 43 300\$	0\$ 0\$ 0\$	IFACEF	Université du Québec à Montréal
93-016	Mise au point et évaluation d'un programme de soutien parental: Vie de famille, de la discipline à l'amour Québec	Expérimentation d'un programme de soutien parental pour améliorer la compétence des parents et les aider à mieux assumer leur rôle axé sur la prévention et en privilégiant le développement de connaissances, d'attitudes et d'habiletés encourageant l'instauration et le maintien d'une discipline adéquate auprès des enfants	1993-94 1994-95 TOTAL	26 071\$ 39 279\$ 65 350\$	0\$ 0\$ 0\$	Entraide-Parents	Université Laval
93-018	Je passe partout Montréal	Expérimentation d'un programme visant à impliquer les parents dans une démarche d'autonomie par rapport aux tâches académiques, notamment par une sollicitation régulière de l'implication des parents et par des visites à domicile pour les conseiller sur la gestion de la période d'études de leur enfant	1993-94 1994-95 TOTAL	22 716\$ 21 521\$ 44 237\$	0\$ 0\$ 0\$	Je Passe Partout	École Hochelaga École Baril
93-026	Écritures familiales Sherbrooke	Expérimentation d'un modèle d'intervention sociale préventive auprès d'un groupe de familles défavorisées basé sur la mémorisation, l'expression orale, écrite, graphique des histoires familiales qui aboutira à la production d'un livre ou d'une vidéo, en vue d'instaurer de meilleures relations à l'intérieur et à l'extérieur de la famille	1993-94 1994-95 TOTAL	12 000\$ 23 500\$ 35 500\$	26 250\$ 0\$ 26 250\$	Ligue pour l'Enfance	Université de Sherbrooke

No de dossier	Titre du projet subventionné et lieu de réalisation	Résumé du projet		S.F.	C.O.R.S.	Organismes demandeurs	Organismes partenaires
93-028	Des visites-parloirs pour les mères incarcérées et leurs enfants  Montréal	Expérimentation d'un programme de visites-parloir pour les prévenues et les détenues ayant des enfants d'âge scolaire en vue de maintenir des liens entre la mère détenue et son enfant dans un contexte facilitant la communication	1993-94 1994-95 TOTAL	24 156\$ 22 956\$ 47 112\$	20 350\$ 0\$ 20 350\$	Continuité famille auprès des détenues (C.F.A.D.)	Maison Tanguay
93-030	Programme cadre de stimulation à l'efficacité parentale  Victoriaville	Expérimentation d'un programme cadre de stimulation à l'efficacité parentale auprès d'un groupe de familles qui seront évaluées selon quatre variables: l'efficacité parentale, la compétence parentale, le partage de la responsabilité et l'environnement familial	1993-94 1994-95 TOTAL	34 973\$ 25 000\$ 59 973\$	0\$ 0\$ 0\$	Agence de service de garde en milieu familial La Marelle	Université du Québec à Trois-Rivières
93-050	Carrefour-famille  Saint-Romuald	Expérimentation d'un programme visant à fournir aux familles un lieu de référence, d'accueil et d'écoute qui leur permettra de s'exprimer sur leur vécu et de trouver des solutions aux problèmes qu'elles vivent, un lieu qui stimule, supporte et encourage l'émergence et le développement de projets locaux et régionaux	1993-94 1994-95 TOTAL	25 200\$ 24 800\$ 50 000\$	0\$ 0\$ 0\$	Carrefour-Famille Chutes-de-la-Chaudière	CLSC Chutes-de-la-Chaudière Commission scolaire Chutes-Chaudière DSC Hôtel-Dieu-de-Lévis MRC Chutes-de-la-Chaudière
93-056	Expérimentation et évaluation de l'implantation de la Maison Ouverte de Québec  Charlesbourg	Expérimentation de la formule d'un lieu de rencontre pour les 0-4 ans accompagnés de leur parent ou d'un adulte proche où ils apprennent en pleine sécurité affective à construire leur identité sociale et à préparer en douceur la transition maison-société	1993-94 1994-95 TOTAL	20 220\$ 24 617\$ 44 837\$	21 000\$ 0\$ 21 000\$	La Maison Ouverte Inc.	Centrale de l'Enseignement du Québec
93-061	Parents input Program  Pincourt	Expérimentation d'un processus de formulation de programme avec l'intervention directe des parents en vue d'élaborer un guide pour la formation des parents, d'établir des liens entre les groupes de parents et les ressources communautaires et d'encourager les parents à utiliser ces ressources	1993-94 1994-95 TOTAL	11 008\$ 7 000\$ 18 008\$	1 317\$ 0\$ 1 317\$	Edgewater School - School Committee	Commission scolaire Lakeshore
93-069	Collaboration famille garderie  Québec	Expérimentation de l'adaptation du programme américain «Collaboration parent-éducateur de service de garde» (Dean 1992) dans trois garderies de milieux défavorisés en vue de développer chez les parents et les éducateurs des habiletés de communication	1993-94 1994-95 TOTAL	10 223\$ 7 734\$ 17 957\$	17 103\$ 0\$ 17 103\$	Garderie St-Jean-Baptiste Garderie Aux mille pattes Garderie Allo mon ami	CLSC Haute-Ville CLSC Le Phare CLSC Laurentien Université Laval
93-070	Vivre de musée en famille  Québec	Expérimentation d'un programme visant à faire découvrir aux familles défavorisées une institution culturelle de qualité et à leur démontrer que les musées sont des endroits qu'elles peuvent fréquenter et que l'information qui y est véhiculée est adaptée	1993-94 1994-95 TOTAL	28 282\$ 16 312\$ 44 594\$	0\$ 0\$ 0\$	Association des Amis du Musée de la civilisation	Musée de la civilisation

No de dossier	Titre du projet subventionné et lieu de réalisation	Résumé du projet		S.F.	C.O.R.S.	Organismes demandeurs	Organismes partenaires
93-080	Carte des cas vécus pour enfants en difficulté  Sherbrooke	Expérimentation d'un programme de formation par l'analyse de cas, adapté selon un prototype entièrement nouveau en vue d'amener les éducatrices de garderie à travailler avec les parents d'enfants en difficulté d'intégration lors de séances de prévention	1993-94 1994-95 TOTAL	23 897\$ 13 093\$ 36 990\$	8 198\$ 0\$ 8 198\$	Regroupement des Garderies des Cantons de l'Est	Université de Sherbrooke
93-102	Formation «Penser et agir famille» pour les décideurs municipaux  Rivière-du-Loup	Expérimentation d'un programme de formation sur mesure pour les conseillères et conseillers municipaux ainsi que les fonctionnaires municipaux en vue d'amener le conseil de ville à prendre des décisions tenant compte du contexte familial	1993-94 1994-95 TOTAL	20 452\$ 16 591\$ 37 043\$	0\$ 0\$ 0\$	L'AFEAS de Rivière-du-Loup	Ville de Rivière-du-Loup  DSC du Centre hospitalier régional du Grand-Portage
93-117	Projet médiaphone  Montréal	Expérimentation d'une nouvelle technologie en communication de masse grâce à des logiciels permettant de faire de grandes quantités de téléphones et d'envoyer de grandes quantités de télécopieurs en provenance du poste de police pour avertir d'un danger ou pour demander de l'aide	1993-94 1994-95 TOTAL	6 150\$ 2 850\$ 9 000\$	0\$ 0\$ 0\$	Parents-Secours Tétraultville	Caisses Populaires Desjardins du quartier Mercier dans Montréal
93-129	La médiation au service des familles recomposées  Victoriaville	Expérimentation d'un programme de formation préventif et éducatif pour des personnes en famille recomposée vivant des difficultés d'adaptation, dans le but que celles-ci deviennent des aidants naturels auprès de leurs pairs	1993-94 1994-95 TOTAL	19 250\$ 21 250\$ 40 500\$	15 584\$ 0\$ 15 584\$	La Source  Fédération des associations de familles monoparentales du Québec	Université du Québec à Montréal
93-131	Mon enfant, son école et moi  Amqui	Expérimentation de l'organisation d'activités préventives et éducatives pour les parents ayant des enfants en difficultés scolaires en vue de faciliter leur rôle d'agents éducateurs, en complémentarité avec l'école	1993-94 1994-95 TOTAL	14 000\$ 17 950\$ 31 950\$	0\$ 0\$ 0\$	Comité de pastorale familiale d'Amqui	CLSC de la Vallée
93-132	Les mamie papi  Montréal	Expérimentation d'un modèle d'intervention faisant intervenir auprès des familles à risque des aînés désireux de mettre à contribution leur expérience pour les aider	1993-94 1994-95 TOTAL	14 500\$ 18 000\$ 32 500\$	22 320\$ 0\$ 22 320\$	Maison des Grands-Parents	CLSC Villeray
93-135	Action famille-garderie: Outiller pour mieux agir  Sherbrooke	Expérimentation d'un programme visant à mieux outiller et supporter le milieu familial et la garderie pour une prise en charge globale permettant le dépistage et une intervention précoce des difficultés psycho-socio-affectives vécues chez les jeunes enfants et leur entourage	1993-94 1994-95 TOTAL	14 500\$ 23 000\$ 37 500\$	0\$ 0\$ 0\$	SPEC Tintamarre Inc.	Université de Sherbrooke

No de dossier	Titre du projet subventionné et lieu de réalisation	Résumé du projet		S.F.	C.Q.R.S.	Organismes demandeurs	Organismes partenaires
93-142	Ensemble: maitre de soi  Buckingham	Expérimentation de l'utilisation des arts martiaux comme médium en impliquant les parents dans une démarche d'autodiscipline de jeunes de 6 à 12 ans qui ont des difficultés telles que l'agressivité, des troubles d'apprentissage, des problèmes de comportement	1993-94	11 000\$	11 000\$	Maison de la Famille Vallée-de-la-Lièvre	CLSC Vallée-de-la-Lièvre
			1994-95	11 100\$	0\$		
			TOTAL	22 100\$	11 000\$		
93-152	Projet auprès des jeunes filles et des familles latino-américaines en difficulté  Montréal	Expérimentation d'un programme d'intervention de nature préventive auprès des familles latino-américaines comportant la création de groupes de jeunes filles, le lancement de groupes d'entraide pour les parents et un plan de communication par la radio	1993-94	28 218\$	7 003\$	Association Latino-Américaine de Côte-des-Neiges	CLSC Côte-des-Neiges
			1994-95	31 750\$	0\$		
			TOTAL	59 968\$	7 003\$		
93-169	Intervenir sur la culture violente  Québec	Expérimentation d'un programme visant à rendre les parents plus critiques et à les outiller face à la culture et aux passions des enfants qui leur demandent souvent de consommer de la culture violente	1993-94	9 650\$	18 000\$	Des jouets pour la paix (Pacijou) Inc.	Commission scolaire Jacques-Cartier
			1994-95	6 600\$	0\$		
			TOTAL	16 250\$	18 000\$		